



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

DOCUMENTS OFFICIELS

**FILE COPY**

NO TO BE TAKEN OUT



Distr.  
LIMITÉE

E/CN.14/AMA/110  
7 août 1979

Original : FRANÇAIS /  
ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

Sixième réunion ordinaire  
Dakar (Sénégal), 27-31 août 1979

**PROBLÈMES FINANCIERS ET MONÉTAIRES INTERNATIONAUX ET QUESTIONS CONNEXES :  
ANALYSE DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE SE RAPPORTANT À CES PROBLÈMES ET RÉPERCUS-  
SIONS CORRESPONDANTES DANS LES PAYS AFRICAINS**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Introduction - - - - -	1	1
I. Évolution du produit intérieur brut (PIB)	2 - 12	1 - 3
II. Développements récents dans le domaine de transport de ressources financières et implications pour les pays africains --	13 - 41	4 - 12
III. Évolution récente de la situation du système monétaire international et ré- percussions correspondantes dans les pays africains - - - - -	42 - 57	13 - 18
IV. Coopération monétaire et financière entre les pays en développement et répercussions correspondantes dans les pays africains - - - - -	58 - 84	18 - 25
Conclusions - - - - -	85 - 94	26 - 28
ANNEXE : Tableaux - - - - -		29 - 37

## INTRODUCTION

1. La présente étude vise à analyser quelques-uns des principaux faits nouveaux qui sont intervenus dans le domaine financier et monétaire international ainsi que des plus importantes tendances économiques récentes qui se sont manifestées dans la région depuis la dernière de l'Association des banques centrales africaines.

## 1. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

2. Au cours de la période 1960-1975, le PIB de l'ensemble de pays africains a connu un taux moyen annuel de croissance de 4,8 p. 100. De 1976 à 1978, ce taux s'est élevé à 5,7 p. 100. Cette évolution a été due surtout à l'accélération de la croissance économique des principaux pays producteurs de pétrole. En effet, le PIB de ce groupe de pays a enregistré un taux moyen annuel supérieur à 7 p. 100 pendant la dernière décennie, tandis que dans les pays non exportateurs de pétrole, le PIB a atteint au cours de cette période seulement un taux de 3,9 p. 100 qui est tombé à 3,5 p. 100 durant les années 1970-1977.

3. L'Afrique n'a donc pas réalisé l'objectif de 6 p. 100 assigné au taux moyen annuel de croissance du PIB dans le cadre de la première et de la deuxième Décennies des Nations Unies pour le Développement.

4. L'objectif sectoriel de 4 p. 100 assigné à l'agriculture n'a pas été non plus atteint puisque le taux moyen annuel de croissance de la valeur ajoutée au PIB par l'agriculture l'exploitation forestière et la pêche s'est élevé seulement à 1,9 p. 100 dans les années 1970 contre 2,4 p. 100 dans les années 1960.

5. Il en est de même de l'industrie manufacturière qui, au lieu de l'objectif de 8 p. 100, a vu le taux moyen annuel de croissance de sa valeur ajoutée au PIB atteindre seulement 6,1 p. 100 dans les années 1960 et 5,7 p. 100 pour 1976 et 1977.

Le commerce intra-africain

6. En 1974, il y a eu un "boom" des produits de base qui s'est traduit par une expansion exceptionnelle des échanges commerciaux entre les pays africains, en valeur, mais la majeure partie des accroissements correspondants a été due à la hausse des prix. En fait, la proportion des échanges intra-africains dans le commerce total des pays africains a diminué, même cette année-là, tombant de 5,1 p. 100 à 4,4 p. 100.

7. En 1977, les échanges intra-africains se sont établis à 2 milliards de dollars environ et leur proportion dans le total du commerce des pays africains s'est situé ces dernières années entre 4 et 5 p. 100, chiffre plutôt médiocre si on le compare aux 20 p. 100 des échanges intérieurs de la région latino-américaine et des 19 p. 100 des échanges intérieurs de la région asiatique par rapport au total de leur commerce.

Les tendances du commerce extérieur

8. Le commerce extérieur de l'Afrique a beaucoup souffert des effets des bouleversements monétaires et de la reprise relativement lithargique qui a suivi la récession prolongée de l'économie de la plupart des pays de l'OCDE. Le "boom" de produits de base de l'année 1974 avait porté le total des exportations des pays africains indépendants à 39,3 milliards de dollars. En 1975, les exportations sont tombées à 34 milliards, mais elles ont rebondi à 42,5 milliards en 1976. Selon les derniers renseignements, le total des recettes d'exportation des pays africains indépendants, a atteint 46,5 milliards de dollars en 1977. Mais pendant toute la période allant de 1973 à 1976, les exportations, en volume, n'ont pas cessé de diminuer.
9. La tendance des prix des principaux produits d'exportations africains, par rapport à ceux des biens manufacturés exportés par les pays développés, illustre dans une large mesure la situation qui s'est présentée entre 1974 et 1978.
10. En examinant les prix indiqués dans le tableau 3 de l'annexe, on ne doit pas perdre de vue que ce qu'on a appelé le "boom" de 1974 a été le résultat en particulier des hausses considérables des cours du pétrole, du sucre, du phosphate naturel, des graines oléagineuses et des huiles végétales etc, dans une mesure moindre, du cacao et des minerais non ferreux; pendant cette année 1974, la hausse des prix des produits mentionnés ci-dessus a été supérieure à la hausse des prix des biens manufacturés exportés par les pays développés. Comme il ressort du tableau, au cours des cinq dernières années (1974-1978), les produits de base exportés par les pays africains (sauf le café, la thé, le cacao, les cuirs et les peaux) ne sont pas maintenus à la hauteur de la hausse régulière des prix des biens manufacturés exportés par les pays développés. En règle générale, les cours des produits exportés par les pays africains ont subi des fluctuations exceptionnellement fortes. Les exemples particulièrement saillants des baisses de prix brutales sont donnés par le sucre, le sisal, les minerais et les métaux non ferreux, pour lesquels les recettes d'exportations ont été souvent très largement inférieures aux prix de revient. Les diminutions correspondantes du volume des exportations ont été une des causes principales de l'aggravation des difficultés auxquelles nombre de pays africains se sont heurtés dans leur commerce et leur balance des paiements.

Le déficit commercial

1974 a été la dernière année pendant laquelle les pays africains ont enregistré un excédent commercial dans leurs échanges avec le monde extérieur, c'est-à-dire qu'ils ont disposé de quelque 11 milliards de dollars pour financer leur importation et d'autres éléments de leurs dépenses. En 1975, la situation s'est dégradée brutalement, puisqu'ils ont eu à faire face à un déficit commercial de 5 milliards de dollars. En 1976, il y a eu un nouvel excédent commercial de 3,2 milliards de dollars, qui a fait place à un déficit de 2,5 milliards de dollars en 1977.

12. Parmi les pays africains exportateurs de pétrole, la Libye est le seul qui continue à accumuler des excédents commerciaux considérables, avec 4,7 milliards de dollars en 1977, contre 5,2 milliards en 1976 et 2,6 milliards en 1975. En raison des efforts consacrés au développement, le déficit commercial de l'Algérie a été de 1,2 milliard de dollars en 1977, contre 100 millions en 1976. Dans le cas du Nigeria, l'excédent commercial est tombé à 400 millions de dollars en 1977, contre 1,2 milliard en 1976. Le seul autre pays africain à enregistrer un excédent commercial considérable au cours des deux dernières années a été la Côte-d'Ivoire, alors que le Maroc se situait de l'autre côté de la barrière avec un déficit très marqué. Dans l'ensemble, les déficits ont été financés par les apports de ressources extérieures, dont plusieurs tirages sur le FMI et d'autres institutions financières.

## II. DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS LE DOMAINE DE TRANSFERT DE RESSOURCES FINANCIERES ET IMPLICATIONS POUR LES PAYS AFRICAINS

### Aide au développement

#### Données globales

13. L'apport net de ressources à l'Afrique a augmenté passant de 6,9 milliards de dollars des Etats-Unis en 1974 à 14,7 milliards de dollars en 1977, soit un taux moyen annuel de croissance de 28,7 p. 100 aux prix courants.

14. Cependant, malgré un taux de croissance annuel moyen de 15,6 p. 100 aux prix constants de 1970 de l'APD, la part de celle-ci dans le flux total des ressources allant aux pays africains a baissé, tombant de 62 p. 100 en 1974 à 53 p. 100 en 1977.

#### 15. Données par groupes de pays

Tendances du volume des apports des pays membres du CAD, de l'OPEP et des pays socialistes.

#### Pays du CAD

##### a) Apports du secteur public

16. Le montant des ressources fournies aux pays africains par les pays du CAD et les institutions multilatérales a sensiblement augmenté de 1974 à 1977. Aux prix constants de 1970, ce montant est passé de 4,17 milliards de dollars en 1974 à 7,29 milliards de dollars en 1977, soit un taux moyen annuel de croissance de 20,5 p.100.

17. Dans le total des ressources reçues par l'Afrique, la part de celles que les pays membres du CAD et des institutions multilatérales ont fournies aux pays non-exportateurs de pétrole au titre de l'APD a augmenté passant entre 1974 et 1977 de 92,4 à 96,8 p.100. Le taux de croissance des ressources qui sont allées aux pays africains non producteurs de pétrole durant la période 1972-1977 a été en moyenne de 16,3 p. 100 par an aux prix constants de 1970.

18. Toutefois, les principaux pays africains exportateurs de pétrole ont eux aussi reçu des ressources croissantes. Le montant total des ressources qui sont allées aux pays exportateurs de pétrole a augmenté passant de 861 millions de dollars en 1974 à 2 872 millions de dollars en 1977. Cette augmentation a été due en grande partie à une croissance rapide de la proportion des capitaux privés, lesquels ont représenté en 1977, 93 p. 100 du total de leurs recettes.

##### b) Crédits en euro-monnaies de syndicats financiers

19. Les sommes empruntées sous forme de crédits en euro-monnaies ont atteint, en 1977, 34,1 milliards de dollars, chiffre supérieur de 19 p. 100 au montant de 1976. De ce total 59 p. 100 sont allés à des pays en développement. Les emprunts contractés par ces pays en euro-monnaies en 1977 ont augmenté de

2,9 milliards de dollars soit 17 p. 100 par rapport à 1976. La plus grande partie de ce montant a été emprunté par les pays exportateurs de pétrole qui, disposant d'un excédent de capitaux, ont emprunté 1,6 milliards de dollars en 1977 contre 200 millions de dollars en 1976. Le Libéria (30 millions de dollars) et Maurice (37 millions de dollars) ont pour la première fois contracté des emprunts en euro-monnaies de syndicats financiers.

20. La durée des prêts libellés en euro-monnaies s'est allongée en 1977. Plus de la moitié des emprunts y correspondant (65 p. 100) avaient une durée initiale dépassant 5 à 7 ans. En 1976, seulement 39 p. 100 des emprunts atteignaient une telle durée. La plus grande partie des emprunts, soit 46 p. 100, avaient une durée initiale supérieure à 3-5 ans.

#### Membres de l'OPEP

21. Selon les statistiques établies par le secrétariat de la CNUCED, les versements effectués par les pays membres de l'OPEP en faveur des pays africains se sont élevés à 3,7 milliards de dollars en 1975 et à près de 2 milliards de dollars en 1976, soit une diminution de 46 p. 100.

#### Pays socialistes

22. Les programmes d'aide des pays socialistes, y compris la Chine, sont presque exclusivement des programmes bilatéraux.

23. Au cours des dernières années, l'aide au développement fournie par les pays socialistes d'Europe orientale a été progressivement réorientée, l'accent a été mis sur la création de complémentarités dans la structure de la production et sur la promotion des exportations pouvant trouver des débouchés dans les pays socialistes eux-mêmes.

24. Les engagements souscrits par la Chine prévoient le plus souvent des prêts à long terme et sans intérêt.

#### Balance des paiements courants

25. Selon les estimations du secrétariat de la CEA relatives à la situation de la balance des paiements des divers groupements de pays du monde, le très fort excédent des pays de l'OPEP est revenu de 61,25 milliards de dollars en 1974 à une prévision de 19 milliards de dollars en 1978 et le déficit des pays de l'OCDE est aussi revenu de 324 à 17 milliards de dollars au cours de la même période; mais pour les pays en développement non producteurs de pétrole le déficit s'est creusé passant de 24 milliards de dollars en 1974 à 38 milliards de dollars en 1978.

**Tableau A : Balance des paiements courants de divers groupements de pays, 1970 et 1974 à 1978 (milliards de dollars E.-U.)**

Groupe de pays	1970	1974	1975	1976	1977	1978 a/
OCDE	4	-32 <sup>3</sup>	-6 <sup>1</sup>	-24 <sup>1</sup>	-32	-17
OPEP	2	61 <sup>1</sup>	28	39 <sup>1</sup>	34	19
Pays en développement non producteurs de pétrole	-6 <sup>2</sup>	-24	-39 <sup>1</sup>	-26 <sup>1</sup>	-26 <sup>1</sup>	-38

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, No. 23, 1978.  
(OCDE, Paris).

a/ Préviation.

26. Les chiffres ci-après représentent des estimations du secrétariat de la CNUCED pour les pays africains en développement non producteurs de pétrole. Ils indiquent une tendance analogue à celle que l'ensemble des pays en développement non producteurs de pétrole accusent sur la scène mondiale, à ceci près que pour ces pays africains le déficit du compte des paiements courants de 1974 ne s'est pas creusé aussi fortement que celui de l'ensemble des pays en développement non producteurs de pétrole. La comparaison des déficits de la balance des paiements courants pour ces deux groupes de pays donne les résultats suivants :

Compte des paiements courants (milliards de dollars E.-U.)

	1970	1974	1975	1976	1977
Pays en développement du monde non producteurs de pétrole	-6 <sup>1</sup>	-24	-39 <sup>1</sup>	-26 <sup>1</sup>	26 <sup>1</sup>
Pays en développement africains non producteurs de pétrole	-0,8	-2,0	-6,6	-5,0	-5,2

**Tableau B: Balance des paiements de l'Afrique en développement,  
1970 et 1974 à 1977 (millions de dollars E.-U.)**

	1970	1974	1975	1976	1977
<b>Principaux exportateurs de pétrole</b>					
Biens et services (nets)	3	7 443	-1 723	1 015	-240
Transferts privés (nets)	218	129	249	244	109
Transferts officiels (nets)	-46	- 483	- 155	- 120	-119
Capitaux (nets)	562	- 6	329	578	627
Réserves et opérations apparentées	-714	-7 261	1 650	-1 275	-218
Erreurs et omissions	- 23	178	- 345	- 442	-159
<b>Autres pays en développement<sup>a/</sup></b>					
Biens et services (nets)	-1 594	-4 640	-9 889	-7 963	-7 828
Transferts et services (nets)	-228	100	458	538	441
Transferts officiels (nets)	990	2 546	2 783	2 325	2 198
Capitaux (nets)	1 232	2 187	4 455	4 358	5 935
Réserves et opérations apparentées	-314	- 43	2 284 <sup>b/</sup>	-829 <sup>b/</sup>	-909
Erreurs et omissions	- 86	-151	- 91	- 87	-164

Source : statistiques financières internationales du FMI, Vol. XXX, No.12, décembre 1977 et Vol. XXXI, No. 9, septembre 1978, et estimations de la CEA pour les pays et les années non couverts.

a/ Dix pays ne sont pas couverts directement par les chiffres disponibles; des estimations ont été ajoutées pour ces pays.

b/ Y compris les tirages sur le FMI.

27. Pour les autres pays africains en développement et en se fondant sur des séries statistiques moins sûres, l'ample déficit du compte des biens et services dans toutes les années indiquées dans le tableau a été plus que compensé dans les années 1970, 1974 et 1977 par des recettes nettes de transferts (spécialement pour le compte de l'Etat) et une augmentation nette des entrées de capitaux. Les réserves ont augmenté en 1970, 1974 et 1977, mais dans les années 1975 et 1976, il a été fait appel dans une assez large mesure à des crédits des FMI et autres ressources financières, si bien que les banques centrales ont supporté des charges accrues et qu'en de nombreux cas, les réserves ont baissé elles aussi.

28. Les entrées nettes totales de ressources dans les pays africains en développement non producteurs de pétrole sous forme de transferts (aide) aux Etats et de mouvements de capitaux (non compris les appels au crédit de la part de FMI) ont représenté 2,2 milliards de dollars en 1970, 4,7 milliards en 1974, 7,2 milliards en 1975, 6,7 milliards en 1976 et 8,1 milliards en 1977. Malheureusement, en 1977 le pourcentage de ces ressources extérieures sous forme de capitaux a très largement dépassé celui qui provenait de l'aide. La proportion des entrées nettes de capitaux a été de 71,2 p. 100 en 1977 contre 46,2 p. 100 en 1974 et 55,4 p. 100 en 1970.



29. Des programmes de stabilisation ont été adoptés par une vingtaine de pays africains en 1977, principalement en liaison avec l'utilisation de ressources fournies par le FMI. Ces mesures correctives ont aidé à freiner le déficit commercial global de la région. Toutefois, elles ont été neutralisées dans une certaine mesure par l'augmentation des paiements nets pour services extérieurs.

30. Malgré la prédominance de déficits accrus dans les balances des paiements courants des pays africains non-producteurs de pétrole, les réserves internationales totales de ces pays ont augmenté parce que les recettes provenant d'entrées de capitaux et de transferts officiels ont excédé ces déficits en 1977. Toutefois, l'obligation d'emprunter à l'étranger a augmenté substantiellement la dette extérieure. Le niveau de la dette extérieure est resté préoccupant dans de nombreux cas.

31. Pour 1978, il semblerait qu'une activité économique soutenue ou grandissante dans les pays africains à faible revenu, renforcée par les investissements croissants du secteur public aient donné un nouvel élan aux importations mais que les exportations n'ont guère amélioré étant donné qu'à certaines exceptions près la tendance des prix des produits d'exportation africains a été dans l'ensemble défavorable. Il s'ensuit que la balance du compte des paiements courants de l'ensemble de la région s'est vraisemblablement détériorée par rapport à 1977. La diminution des réserves internationales semble, vu les données disponibles jusqu'en 1978 cette année comprise, essentiellement le fait du groupe des principaux pays exportateurs de pétrole qui ont souffert dans une certaine mesure de l'affaiblissement de la demande mondiale de pétrole brut. Toutefois, des entrées accrues de capitaux dans ces pays et un apport accru de ressources dans les autres pays en développement semblent avoir permis de maîtriser la situation générale des paiements.

#### Réserves internationales

32. Comme l'indique le tableau C, le montant des réserves internationales de 35 pays africains, pour lesquels on dispose des statistiques, est passé de près de 6 milliards de dollars en 1972 à 15 milliards en 1977 et à 12,6 milliards en 1978, soit un taux de croissance annuel, moyen de 20,5 p. 100 entre 1972 et 1977 et de 14,5 p. 100 entre 1972 et 1978. L'accumulation de réserves a continué, durant la période considérée, à se caractériser par son inégale répartition. La part des pays exportateurs de pétrole a représenté 73 p. 100 du total en 1977 et 66 p. 100 en 1978.

#### Problèmes de la dette

##### a) Tendances

33. En ce qui concerne le groupe de pays en développement ayant un faible revenu, c'est-à-dire ceux qui avaient en 1975 un PNB par habitant d'au plus 160 dollars des EU, le taux de croissance de la dette a été, selon la CNUCED, de 13,2 p. 100 par an entre 1970 et 1976. A l'autre extrême, l'encours de la dette des pays avec un PNB par habitant d'au moins 801 dollars des EU a augmenté de 21,2 p. 100 par an entre 1970 et 1973.

ANNEE							
PAYS	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Algérie	493	1 143	1 689	1 353	1 987	1 917	2 233
2. Bénin	28,4	33,1	34,7	15,0	19,2	20,6	15,9
3. Burundi	18,51	21,73	14,53	30,59	49,03	94,78	81,73
4. Cameroun	43,64	51,15	78,53	28,33	43,00	43,03	52,97
5. Congo	10,33	7,86	24,09	13,82	12,16	13,77	9,82
6. Egypte	139	363	356	294	339	534	605
7. Empire centrafricain	1,71	1,78	1,74	3,82	18,83	25,59	24,51
8. Ethiopie	92,6	176,9	275,4	287,9	305,9	225,2	165,9
9. Gabon	23,23	47,86	103,30	146,07	116,15	10,17	23,01
10. Gambie	11,39	16,24	28,04	28,55	20,63	24,39	26,07
11. Ghana	107,4	189,0	93,8	149,9	104,2	162,3	286,9
12. Côte-d'Ivoire	87,2	88,4	65,7	102,8	76,5	185,7	449,5
13. Kenya	202,0	233,0	193,3	173,4	275,5	523,3	355,9
14. Liberia			13,63	13,92	17,17	27,34	18,02
15. Libye	2 925	2 127	3 616	2 195	3 206	4 891	4 216
16. Madagascar	52,2	67,9	49,4	35,6	42,2	68,9	59,2
17. Malawi	36,23	66,64	81,79	61,46	26,22	88,03	78,10
18. Mali	3,8	4,2	6,1	4,2	6,9	6,2	9,5
19. Mauritanie	13,5	42,2	103,8	47,7	82,0	50,3	79,9
20. Maurice	70,1	66,8	131,1	166,0	89,5	66,7	47,3
21. Maroc	237	266	417	377	491	532	649
22. Niger	41,4	50,8	45,5	50,3	82,5	101,4	128,7
23. Nigeria	376	583	5 626	5 609	5 203	4 259	1 917
24. Rwanda	6,37	15,18	12,96	25,59	64,28	82,87	87,6
25. Sénégal	38,5	12,0	6,3	31,1	25,3	34,3	19,8
26. Sierra Leone	46,5	51,8	54,6	28,4	25,2	33,4	34,8
27. Somalie	31,4	35,1	42,4	68,5	85,0	120,5	126,8
28. Soudan	35,6	61,3	124,3	36,4	23,6	23,2	28,4
29. Tanzanie	119,6	144,6	50,2	65,4	112,3	281,8	...
30. Tchad	10,08	1,47	15,27	3,06	23,28	19,03	12,18
31. Togo	36,5	37,9	54,4	41,2	66,6	46,4	70,4
32. Tunisie	222,7	307,2	418,3	385,2	371,0	357,5	450,3
33. Haute Volta	47,5	62,6	83,6	76,5	71,5	56,6	36,6
34. Zaïre	178,4	234,6	140,2	58,56	60,25	144,92	139,79
35. Zambie	166,0	193,9	171,6	148,9	99,6	73,5	56,2
Total	5 952,79	6 742,61	14 222,58	12 156,67	13 642,95	15 144,62	12 595,80

34. S'agissant du groupe de pays dont le PNB par habitant se situe entre ces deux extrêmes, le taux de croissance annuel de la dette a été de 25,1 p.100 par an dans les pays ayant un PNB par habitant variant entre 161 et 300 dollars des EU, de 18,1 p. 100 par an dans ceux ayant un PNB par habitant variant entre 301 et 450 dollars des EU, et de 22,8 p. 100 par an dans les pays ayant un PNB par habitant variant entre 451 et 800 dolaars des EU.

**Tableau D : Encours de la dette et paiements du service de la dette des pays en développement en 1970 et durant la période 1973-1976 (en milliards des EU)**

	1970	1973	1974	1975	1976
<b>Afrique</b>					
Encours de la dette (y compris les engagements non réalisés)	13,28	24,45	31,31	41,08	49,15
Encours de la dette (engagements réalisés uniquement)	9,02	15,69	18,88	24,44	30,02
Total du service de la dette	0,89	2,19	2,43	2,56	3,03
Coefficient (en pourcentage)	9,9	14,0	12,9	10,5	10,0
<b>Dette privée</b>					
Encours de la dette (engagements réalisés)	2,39	5,71	7,06	9,24	12,08
Total du service de la dette	0,41	0,98	1,51	1,4	1,83
Coefficient (en pourcentage)	17,2	17,2	21,4	15,2	15,1
<b>Pays les plus gravement touchés<sup>a/</sup></b>					
Encours de la dette (engagements réalisés)	17,36	24,50	28,60	33,86	39,22
Total du service de la dette	1,34	2,01	2,13	2,52	2,79
<b>Pays les moins avancés<sup>b/</sup></b>					
Encours de la dette	2,57	4,42	6,14	7,53	9,02
Total du service de la dette	0,15	0,24	0,28	0,36	0,41
Coefficient (en pourcentage)	5,8	5,4	4,6	4,8	4,5

**Source :** Secrétariat de la CNUCED (sur la base de données fournies par la Banque Mondiale)

**a/** Pays les plus gravement touchés par les changements intervenus dans l'économie mondiale au cours de la présente Décennie.

**b/** Sur les 25 pays entrant dans cette catégorie 19 sont africains.

35. Le total de l'encours de la dette pour l'ensemble des pays africains est passé de 9 milliards en 1970 à 30 milliards de dollars des EU en 1976, soit une croissance annuelle moyenne de 22 p. 100. Pour les vingt-cinq pays les moins avancés du monde, il est passé de 2,6 milliards à 9 milliards de dollars des EU soit une croissance de 23 p. 100 par an.

#### b) Structure

36. A quelques exceptions près, les pays africains au sud du Sahara, dont le revenu par habitant est très faible, n'ont pas emprunté beaucoup aux bailleurs de fonds privés. Les emprunts publics nets se sont chiffrés à 2,6 milliards de dollars en 1976, soit 10 p. 100 de plus qu'en 1975. Le total de la dette publique non remboursée à la fin de 1976 par les pays au sud du Sahara était de 13,9 milliards de dollars. La plus grande partie de cette dette avait été contractée à des conditions particulièrement favorables. L'encours de la dette envers des créanciers privés s'élevait à la fin de 1976 à 4,6 milliards de dollars, soit 24 p. 100 de plus qu'en 1975. Sur ce montant, 69 p. 100 étaient dus par quatre pays: la Côte-d'Ivoire, le Goudan, le Zaïre et la Zambie. En 1976, l'encours de la dette publique extérieure de l'Algérie, de l'Egypte, du Maroc et de la Tunisie se chiffrait à 24,7 milliards de dollars.

37. Les emprunts bilatéraux d'origine publique contractés en 1976 par ces quatre pays se sont élevés de 10,7 milliards de dollars ou soit 43 p. 100 de l'encours de leur dette publique extérieure.

#### c) Service de la dette

38. Une étude de la dette non amortie et des paiements effectués au titre du service de la dette faite par la CNUCED sur des groupes de pays en développement montre que dans 40 pays africains le montant des versements a augmenté passant de 9 à 30 milliards de dollars des EU entre 1970 et 1976 alors que le montant des paiements effectués au titre du service de la dette passait durant la même période de 0,9 à 3 milliards de dollars. Ces chiffres peuvent être comparés aux recettes d'exportations de marchandises qui étaient d'environ 40 millions en 1976 et d'à peu près 12 millions en 1970. Cependant, le rapport du service de la dette aux recettes d'exportations de marchandises semble être resté constant si l'on compare les chiffres de 1970 et de 1976.

39. Prenant en considération tous les pays en développement au sujet desquels elle disposait de données, la CNUCED a estimé que le total des paiements effectués au titre du service de la dette de ces pays est passé de 5,8 milliards en 1970 à 17,1 milliards en 1976. Les changements dans la composition de la dette ont eu une certaine influence sur les paiements effectués au titre du service de la dette particulièrement au cours des dernières années, où il y a eu une part croissante de prêts privés. En 1976, les paiements d'intérêts représentaient 38,5 p. 100 du total des paiements effectués au titre du service de la dette contre 30 p. 100 en 1970. Pour la région d'Afrique, les paiements d'intérêt représentaient le tiers des paiements effectués au titre du service des dettes en 1976 contre 28 p. 100 en 1970. Pour 1977 les premières estimations de l'OCDE montrent que le montant total du service de la dette des pays

en développement a atteint 36,6 milliards de dollars des EU soit une augmentation de 17 p. 100 par rapport à 1976. La croissance moyenne de 1970 à 1977 a été de 22,2 p. 100 et en 1977 le total des paiements d'intérêts a été de 13,2 milliards de dollars des EU et les amortissements ont été de 23,4 milliards de dollars.

40. La situation qui était peu satisfaisante en 1973 année au cours de laquelle le service de la dette a représenté 14 p. 100 du total de l'encours des pays africains, s'est un peu améliorée en 1976 lorsque ce taux est tombé à 10 p. 100. Si ces taux ont été plus élevés qu'ils auraient dû être c'est parce que la proportion de la dette publique financée par des sources privées notamment par des crédits-fournisseurs a été relativement importante. Sur les dettes privées le rapport du service de la dette au total de la dette non amortie était de 21,4 p. 100 en 1974 et de 15,1 p. 100 en 1976. Selon les données du tableau E ce rapport était de 19,9 p. 100 en 1977.

41. Heureusement, les pays les moins avancés ont pu bénéficier de prêts de l'Etat ainsi que de prêts multilatéraux à faible intérêt de telle sorte que les paiements qu'ils ont effectués au titre du service de la dette ont représenté en 1970 5,8 p. 100 du total de l'encours de la dette. Selon l'OCDE, les pays les moins avancés devaient en 1977 12,1 milliards de dollars des EU et le service de la dette de ces pays représentait cette année 5 p. 100 du total de l'encours de la dette.

**Tableau E : Total de la dette des pays en développement en fin d'année et total annuel du service de la dette par catégorie de dette en 1970 et durant la période 1974-1977**

Dettes	1970	1974	1975	1976	1977
Bilatérale et multilatérale	35,0	55,0	65,5	74,2	85,3
Crédits d'exportation	26,1	39,2	49,3	57,5	66,0
Divers (aux conditions du marché)	12,1	44,8	59,5	79,4	91,6
Non-affectée	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1
<b>Dette totale</b>	<b>74,1</b>	<b>139,9</b>	<b>175,3</b>	<b>212,2</b>	<b>244,0</b>
<b>Total du service de la dette</b>					
Bilatérale et multilatérale	2,2	3,4	4,0	4,5	5,0
Crédits d'exportation	4,9	9,2	11,3	13,4	16,2
Divers (aux conditions du marché)	1,8	7,5	9,7	13,2	15,2
Non-affectée	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Total du service de la dette</b>	<b>9,0</b>	<b>20,3</b>	<b>25,2</b>	<b>31,3</b>	<b>36,6</b>

Source : OCDE Coopération pour le développement, examen 1978 (OCDE, Paris, 1978).

### III. EVOLUTION RECENTE DE LA SITUATION DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL ET REPERCUSSIONS CORRESPONDANTES DANS LES PAYS AFRICAINS

42. Le deuxième amendement aux statuts du Fonds monétaire international est entré en vigueur le 1er avril 1978. Cet amendement se présente comme un compromis entre des conceptions différentes et contradictoires ayant cours dans les organes directeurs du Fonds. Les pays en développement, en particulier, avaient habituellement des opinions différentes de celles de la plupart des pays développés au cours d'un processus de négociations qui a trainé en longueur. Par voie de conséquence, la plupart des pays en développement continuent de soutenir que les résultats de la réforme du système doivent être modifiés de telle sorte qu'ils soient conformes à un système monétaire international plus rationnel et plus objectif. Ces pays, par exemple, avancent qu'ils continuent de pâtir fortement des insuffisances du système réformé. Quoi qu'il en soit, on trouvera ci-après un bref examen des principaux problèmes monétaires auxquels les pays africains et les autres pays en développement se heurtent actuellement.

#### Financement de la balance des paiements, clause conditionnelle et surveillance du système monétaire international

43. Il est possible de mettre en relief trois aspects importants des problèmes monétaires : l'octroi par le FMI d'un financement suffisant de la balance des paiements à court terme et à moyen terme; l'assouplissement et, dans certains cas, la suppression des clauses conditionnelles liées à l'utilisation des ressources du Fonds et l'exercice d'une surveillance sur le système monétaire international. En ce qui concerne le financement de la balance des paiements au moyen de ressources émanant du FMI, l'étendue de l'aptitude du Fonds à prêter et la portée de son programme de financement doivent être élargies davantage par une autre augmentation des quotes-parts, par exemple, dans ces conditions, les travaux concernant la septième augmentation des quotes-part, qui pourrait être de l'ordre de 100 p. 100, doivent être lancés immédiatement, de préférence au début de 1980 plutôt qu'en 1981. D'autre part, bien que le système de financement supplémentaire soit entré en vigueur récemment avec, pour commencer, des ressources proches de 8 milliards de droits de tirage spéciaux (DTS), même cette somme relativement considérable n'est pas suffisante en raison de l'ampleur des besoins des pays en développement en matière de financement de la balance des paiements.

44. Pour ce qui est de la portée des programmes de financement, on constate également que, ces dernières années, le FMI a dirigé son attention vers l'élargissement et l'amélioration de ses moyens d'emprunts, tels que l'institution du service élargi du Fonds, d'un arrangement de financement à long terme, le fonds fiduciaire, qui pourvoit à des prêts pour ainsi dire sans intérêt en faveur des pays en développement aux revenus modestes, prêts fondés sur les bénéfices fournis par les ventes d'or et la libéralisation du service de financement compensatoire.

45. Ce dernier service revêt une importance toute particulière pour les pays en développement, africains et autres. Au cours des trois dernières années, ce service a compensé près de 50 p. 100 des manques à gagner des pays en développement dus au fléchissement de leurs exportations et a octroyé des prêts de l'ordre de 2 milliards de DTS. Il conviendrait que ce service soit libéralisé encore davantage pour qu'il s'aligne sur les besoins réels des pays en développement africains et autres. Le niveau du financement auquel il pourvoit reste bien en-deçà des besoins à cet égard, compte tenu des fluctuations accusées que connaissent actuellement les recettes d'exportation de ce groupe de pays. Dans ces conditions il est nécessaire que le fonctionnement de ce service soit amélioré encore davantage sans délai. De même, bien que le stock régulateur du service de financement n'ait pas encore été beaucoup utilisé, il est possible qu'un élargissement de son utilisation soit nécessaire à l'avenir, du fait que le nombre et la portée des accords de produits relevant du programme général de la CNUCED dans ce domaine pourraient fort bien augmenter.

46. D'autre part, l'application de la clause conditionnelle se fonde, d'après les explications du Fonds, sur le principe selon lequel il est contraire aux intérêts de n'importe quel pays (et d'ailleurs irréalisable en fin de compte) que ledit pays subisse pendant longtemps des déficits de sa balance des paiements qui ne peuvent être compensés par des apports de capitaux, c'est-à-dire que la nécessité s'impose de mesures correctives d'ordre politique. Bien entendu, aucun pays en développement ne peut contester cette manière de voir en principe; les objections ne peuvent être dirigées que contre l'application de ce principe. Dans certains cas, les conditions prescrites, loin d'être utiles, s'opposent au développement et à la croissance économique des pays en développement africains et autres. De même, il y a des circonstances pour lesquelles l'application de la clause conditionnelle aux tranches de crédit n'a rien de judicieux. A cet égard, les pays industrialisés doivent prêter leur concours en s'efforçant davantage d'atténuer les problèmes extérieurs qui harcèlent les pays en développement. Enfin, le Fonds doit prendre en considération les objectifs intérieurs, politiques et sociaux, de ses membres, comme aussi leur ordre d'urgence économique. La clause conditionnelle, telle qu'appliquée par le Fonds, doit aussi permettre des vitesses différentes d'ajustement pour les différents pays; en conséquence, il importe que la durée des programmes soit allongée, dans les cas en particulier où il y a des variations de la politique générale relevant des structures. A cet égard, on constate que le système élargi du Fonds englobe des programmes d'une durée pouvant atteindre trois ans et que les accords de réserve (stand by) s'étendent fréquemment au-delà de la période traditionnelle d'une année. De même, les périodes de remboursement, limitées normalement à un délai compris entre trois et cinq ans aux termes de la plupart des services offerts par le Fonds, peuvent être prolongées, en cas de circonstances exceptionnelles, à sept ou huit ans dans les cas de financement complémentaire et de recours au service élargi et même à dix ans dans le cas du fonds fiduciaire. Bien que toutes ces mesures puissent être utiles aux pays en développement dans une large mesure, il n'en reste pas moins beaucoup à faire encore pour répondre aux besoins urgents du développement et de la croissance économique, aux transformations correspondantes des structures et à la durée du processus d'ajustement.

47. Un autre point apparenté est la surveillance du système monétaire international. Les mouvements des taux de change, dans les conditions du flottement des monnaies, ont été à l'origine d'effets de déstabilisation ces dernières années. Eu égard aux circonstances, le Fonds, par l'intermédiaire de ses consultations annuelles et de l'exercice de la surveillance, doit exercer un contrôle impartial sur les politiques de ses membres en matière de changes pour éviter les désordres et les manipulations des taux à des fins de concurrence. A cet égard, il semble qu'il appartienne au Fonds de définir et de mettre au point une stratégie concertée de la croissance à l'usage des pays industrialisés. Cette stratégie est nécessaire si l'on entend réduire l'ampleur des déficits et des excédents de la balance des paiements et briser les réactions en chaîne déflationnistes et inflationnistes correspondantes. La surveillance et la stratégie mentionnée ci-dessus doivent être l'une et l'autre appliquées rigoureusement et respectées à la fois par le Fonds et par ses pays membres.

#### Le rôle des DTS

48. Les pays en développement membres du Fonds ont insisté à de multiples reprises sur la nécessité urgente pour eux de faire des DTS le principal avoir de réserve international. Toutefois, cet objectif n'est pas encore atteint. En revanche, la dernière attribution de DTS, bien qu'accueillie avec faveur, tend à montrer que la création de liquidités internationales d'un niveau suffisant ne peut être envisagée pour les quelques années à venir. La question d'un compte de remplacement en est encore au stade des études et des négociations.

49. Quoi qu'il en soit, le recours aux DTS en tant qu'étalon de valeur pour le Fonds a eu pour effet l'apparition effective des DTS comme étalon de valeur internationale. Ce résultat s'est traduit par des conditions nouvelles qui ont installé les DTS sur une voie qui les pousse à devenir l'étalon général de valeur internationale. Cette tendance apparaît dans le fait que, dans divers traités et accords, des étalons de valeur différents peuvent être utilisés, mais une convergence vers un étalon unique dans des accords internationaux établis sur de larges bases est la preuve de l'apparition d'un étalon international général au titre de l'usage coutumier. Aujourd'hui, l'attention se concentre sur les DTS en tant que technique nouvelle de financement mise au point par le Fonds à la suite des changements que le système monétaire international a connus récemment. En conséquence, cet étalon général est actuellement accepté plus ou moins dans la plupart des accords de caractère financier. Toutefois, pour modestes que soient encore ces réalisations qui tendent à faire des DTS un étalon de valeur, ils se présentent néanmoins dans la bonne direction, mais il est encore nécessaire de les encourager et de les raffiner davantage.

50. En revanche, les DTS ne sont pas encore devenus un instrument principal de réserve du système monétaire international. La forme fondamentale des DTS est celle d'un avoir de réserve international que le Fonds peut attribuer à ses membres, mais qui ne peut être utilisé qu'entre entités officielles. Sous



cette forme, près de 13,3 milliards de DTS étaient disponibles en mai 1979; selon une décision récente du Fonds favorable à la reprise des distributions de DTS, cette masse doit être portée à 21,3 milliards de DTS avant le 1er janvier 1981.

51. Outre les DTS en tant qu'avoir international comme indiqué ci-dessus, il y a des avoirs exprimés en DTS dont le volume est plus grand que la masse de DTS disponibles mentionnés ci-dessus. Comme les DTS sont l'unité de compte du Fonds, avec laquelle les valeurs des quotes-parts du Fonds sont exprimées, et l'actif et le passif du Fonds sont rédigés, les activités financières du Fonds pourraient étendre le recours aux DTS en tant qu'étalon de valeur dans les relations monétaires et financières internationales. Outre le Fonds, d'autres institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, le Fonds international de développement agricole, la Banque nordique d'investissement et un certain nombre d'institutions de compensation et de paiements en Asie et en Amérique latine utilisent les DTS comme unité de compte; d'autre part, les DTS sont adoptés, ou sont envisagés, comme unité de compte au titre de multiples traités portant sur des activités telles que les transports internationaux sous diverses formes, les télécommunications et les services postaux, les opérations financières et les obligations concernant les produits. De même, l'utilisation privée des DTS en tant qu'unité de compte se répand. Quoi qu'il en soit, il reste une multitude de problèmes à surmonter avant que les DTS s'affirment définitivement dans le système monétaire international.

52. Un certain nombre de questions n'ont pas encore trouvé de réponse. Par exemple, il faut considérer la nécessité d'augmenter le taux d'intérêt des DTS pour faire de cet instrument un avoir de réserve plus séduisant et plus solide sur le terrain de la concurrence et pour élargir leur utilisation; en outre, il est nécessaire d'étudier plus attentivement la question du remplacement et de la résoudre le plus rapidement possible.

53. Enfin, la question vitale de l'attribution d'une quantité suffisante de DTS aux fins du développement dans les pays en développement doit encore être étudiée et résolue selon ce qui a été suggéré ci-dessus; à cet égard, la dernière attribution de DTS est restée en deçà de ce qu'on avait pu espérer. Une attribution supplémentaire n'ajoutera rien en fin de compte aux pressions inflationnistes, contrairement à ce qu'on prétend dans certains milieux. En fait, les liquidités internationales, si elles sont augmentées de cette manière, aboutiront à une répartition plus rationnelle des réserves. De même, il pourrait être utile que les attributions de DTS aux fins du développement soient augmentées si l'on se décide à faire des DTS l'avoir de réserve principal. Cette augmentation devra se situer à un niveau suffisant, pour un certain nombre d'années à venir.

#### L'a justement

54. Au titre du deuxième amendement aux statuts du FMI, tous les Etats membres s'engagent à collaborer avec le Fonds et avec les autres Etats membres pour obtenir des accords de change harmonieux et pour favoriser un système stable de taux de change. Les statuts indiquent nettement que la stabilité à

l'échelon des pays est une condition nécessaire de la stabilité du système monétaire international et que, avec certaines réserves, tous les membres sont d'accord pour favoriser une croissance économique harmonieuse s'il y a une stabilité des prix raisonnable.

55. Si des efforts ont été déployés et continuent d'être déployés dans le sens d'une stabilité plus grande, une différence importante subsiste entre les objectifs des statuts modifiés et la situation de l'économie mondiale. L'ampleur des mouvements des taux de change ces dernières années a créé néanmoins des difficultés pour les membres du Fonds et plus particulièrement pour les pays en développement africains et autres. Comme on pouvait le prévoir, les membres du Fonds soutiennent des opinions divergentes quant aux avantages de la souplesse des taux de change. La plupart des pays en développement, dont les pays africains, qui alignent leurs taux de change sur une monnaie donnée ou un groupe de monnaies ne partagent pas la conception de certains des grands pays industrialisés sur le flottement des monnaies. Les pays en développement continuent de préférer des taux de change fixes, mais susceptibles d'être ajustés, car il en découle pour eux un certain degré important de stabilité, dans la valeur de leurs réserves de devises étrangères et de leurs échanges commerciaux, alors que les pays industrialisés ont tendance à préférer le flottement. Toutefois, ces dernières années, les fluctuations à court terme des taux de change ont donné lieu à des problèmes pour les pays africains et les autres pays en développement, bien que la plupart d'entre eux continuent d'aligner leurs taux de change. Dans le cas des pays africains subordonnés à une monnaie unique, la variabilité plus forte des taux de change entre la monnaie d'intervention et les autres monnaies peut aboutir à une plus large variabilité à la fois du taux de change effectif du pays et du prix en monnaie locale des importations et des exportations. Un accroissement des fluctuations à court terme des monnaies principales implique aussi que le taux de change d'un pays en développement réagit à des facteurs subordonnés à la position extérieure du pays émettant sa monnaie d'intervention plus étroitement qu'à ses propres besoins intérieurs ou à ses besoins en matière de balance des paiements. En bref, le choix d'un alignement approprié est devenu une décision difficile pour les pays en développement dans le climat des taux de change d'aujourd'hui. L'accroissement des fluctuations des taux de change a donné lieu à des problèmes de gestion du porte-feuille pour les pays en développement, qui pour la plupart ont la quasi-totalité de leurs réserves de devises en une monnaie unique. De même, les fluctuations des taux de change ont diminué la fonction de stabilisation de certaines des monnaies fortes et la hausse et la variabilité des prix à l'importation ont donné lieu à une demande en faveur de réserves plus importantes et mieux garanties. Les pays en développement qui s'alignent sur une monnaie unique dont la valeur future est incertaine risquent de se trouver dans une situation embarrassante du fait qu'il leur faut nécessairement détenir des soldes de roulement plus importantes dans cette monnaie, alors qu'il est possible qu'ils souhaiteraient diversifier leurs réserves.

56. Enfin, on prévoit que la plupart des pays africains, au même titre que la majeure partie des pays en développement, auront beaucoup à souffrir de la tendance récente des pays développés vers le protectionnisme, de la sécheresse, de la tendance à la baisse des cours des produits primaires, de la dégradation des termes de l'échange et d'une nouvelle diminution des niveaux de leurs réserves de devises. Dans ces conditions, ces problèmes et ceux dont il a été question plus haut créent une situation extrêmement difficile dans le cas des pays en développement africains et autres.

57. En conséquence, les politiques des taux de change, dans le cas plus particulièrement des pays développés, doivent être réalignées de manière à se conformer aux nécessités d'une stabilité plus grande sur les marchés mondiaux des changes, spécialement si l'on considère qu'un grand nombre de pays africains dépendent de décisions unilatérales prises par les pays à monnaie d'intervention. La surveillance de la part du FMI doit aussi être rigoureuse et propice à une amélioration marquée du processus d'ajustement mondial. En outre, en présence d'une situation de ce genre, la nécessité s'impose d'urgence pour les pays en développement africains et autres d'avoir un meilleur accès aux marchés de l'argent des pays industrialisés, ce qui faciliterait les efforts d'ajustement.

#### IV. COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET REPERCUSSIONS CORRESPONDANTES DANS LES PAYS AFRICAINS

##### A. Rappel du passé

58. La notion de coopération économique entre pays en développement (CEPD) fait partie intégrante de la notion de nouvel ordre économique international. Elle implique avant toute chose que les pays en développement doivent compter surtout sur leurs propres efforts pour tendre à la fois vers la croissance économique et le développement.

59. Conformément aux objectifs de la CEPD, les pays en développement ont formulé des recommandations au système des Nations Unies et autres institutions internationales pour solliciter des mesures de soutien appropriées. Il y a lieu de signaler que l'Assemblée générale a constamment entériné ces recommandations, par exemple dans ses résolutions 3177 (XXVII) du 17 décembre 1973, 324 (XXIX) du 29 novembre 1974, 3442 (XXX) du 9 décembre 1975 et 31/119 du 13 décembre 1976. Le 19 décembre 1977 l'Assemblée générale a adopté la résolution 32/180 sur la CEPD qui, entre autres dispositions, priait instamment les institutions spécialisées et les autres organisations du système des Nations Unies, conformément à leur mandat et à leurs usages, de soutenir les mesures tendant à la coopération économique entre les pays en développement.

60. De même, il y a lieu de rappeler quelques-unes des décisions saillantes adoptées à des conférences et à des réunions des pays du Tiers Monde eux-mêmes. Il y a eu en particulier la troisième réunion ministérielle du Groupe des 77 organisée à Manille (Philippines) du 26 janvier au 7 février 1976, la cinquième conférence du sommet des pays non alignés à Colombo en août 1976

et la Conférence sur la coopération économique entre pays en développement convoquée à Mexico en septembre 1976. A cette dernière Conférence, un rapport a été adopté qui, entre autres dispositions, comprenait un programme de mesures de soutien dans le sens des objectifs de la CEPD. Une des recommandations les plus importantes préconisait la conclusion d'accords monétaires entre pays en développement destinée :

- i) à renforcer les accords de compensation actuels et la conclusion de nouveaux accords à l'échelon des sous-région, au niveau interrégional et sur le plan régional;
- ii) à établir de nouvelles relations entre les systèmes de paiements actuels et la conclusion d'accords de paiements sous-régionaux, interrégionaux et régionaux accessibles à tous les pays en développement;
- iii) à l'harmonisation des politiques des taux de change des pays en développement de telle sorte qu'elles favorisent les échanges commerciaux entre eux au lieu d'y faire obstacle.

61. La Conférence de Mexico a produit également une recommandation préconisant la création de divers groupes d'experts capables d'aborder les problèmes particuliers relevant de la coopération économique entre les pays en développement. Dans le domaine de la coopération monétaire et financière, le Groupe de travail des accords de paiements multilatéraux entre pays en développement s'est réuni à Caracas en juillet 1977.

62. Ce Groupe de travail a recommandé l'institution d'un comité de coordination sur la coopération multilatérale pour les paiements et les affaires monétaires entre les pays en développement après la ratification par les autorités compétentes des accords multilatéraux de paiements et de compensation.

63. La première réunion du Comité de coordination de la coopération multilatérale pour les paiements et les affaires monétaires entre les pays en développement a eu lieu à Bangkok du 11 au 14 juillet 1978. Le mandat de ce Comité de coordination est le suivant :

- a) travailler dans le sens des objectifs de coopération monétaire désignés par le Groupe des 77 et favoriser une coopération plus étroite entre les pays en développement pour les questions relatives aux accords multilatéraux de paiements et de coopération monétaire;
- b) faciliter les échanges de renseignements entre les organisations participantes;
- c) étudier les moyens d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité des accords actuels de paiements et de coopération monétaire;
- d) organiser, chaque fois que ce sera nécessaire, une assistance en faveur des nouveaux accords de paiements et de coopération monétaire;
- e) étudier les propositions préconisant l'établissement de liaisons entre certains ou la totalité des accords de paiements et de coopération monétaire existantes entre les pays en développement;

- f) étudier les propositions préconisant l'instauration de dispositions spéciales entre les accords de compensation et de paiements existants entre les pays en développement et les systèmes de règlement des pays qui sont membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).

**B. Lumière sur la coopération monétaire et financière entre les pays en développement**

64. L'instauration d'accords de coopération monétaire et de paiements dans le Tiers Monde a été une réalisation importante au crédit des pays en développement. Le système des Nations Unies, avec en particulier les commissions économiques régionales, a joué et continuera de jouer un rôle catalyseur de premier plan. Toutefois, il reste encore possible d'améliorer certaines des structures d'exécution actuelles et de les élargir de manière à favoriser les relations financières et commerciales.
65. La création même du Comité de coordination témoigne d'un progrès manifeste vers le renforcement de la notion d'autonomie collective entre les pays en développement dans le domaine de la coopération monétaire et financière. Pour être en mesure de mettre à exécution tout système d'expansion du commerce grâce à un processus progressif de libéralisation des obstacles tarifaires et autres, il faudra que les pays en développement appliquent une série de mesures monétaires et financières concertées pouvant compenser les déséquilibres commerciaux dus aux structures entre les participants.
66. Après avoir examiné les modes d'exécution de la coopération monétaire et financière existante et envisagée dans le Tiers Monde, le Comité de coordination a fait remarquer qu'il serait nécessaire de créer des moyens multinationaux spéciaux de financement du commerce pour soutenir à la fois l'expansion des échanges en général et les mesures en faveur des pays les moins développés en particulier.
- i) Coopération multilatérale pour les paiements et les affaires monétaires et financières entre les pays en développement
67. Le secrétariat de la CEA s'est lancé récemment dans un certain nombre d'activités axées sur le domaine de la coopération pour les paiements et les affaires monétaires et financières en Afrique. Un effort important a été consacré en particulier à la préparation d'une étude et ultérieurement d'un accord pour la création d'une union de compensation et de paiements en Afrique du Centre, inspirée plus ou moins de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest. En fait, cet accord a été signé par les autorités compétentes des pays intéressés au début de 1979. D'autre part, un groupe de travail a été institué pour procéder aux travaux nécessaires en prévision de la création effective de cette importante institution. Une autre activité apparentée est la préparation d'un protocole relatif aux accords de compensation et de paiements prévus pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Cette activité a été entreprise à la suite d'une demande formulée par le Conseil des Ministres du MULOPOC de Lusaka (Centre multilatéral de programmation et d'exécution)

à l'occasion d'une réunion tenue à la fin de 1977. Ce protocole, qui est en cours de rédaction, doit être présenté pour examen à l'Equipe intergouvernementale de négociation qui travaille actuellement à la création d'une zone d'échanges préférentiels à l'intention des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Le protocole prendra en considération l'étude établie précédemment par le secrétariat de la CEA à ce sujet et les opinions de l'Association des banques centrales africaines. Il sera suivi d'autres études sur la création proprement dite de l'institution envisagée. Le protocole et les autres études seront présentés en temps opportun au Conseil des Gouverneurs de l'Association des banques centrales africaines.

68. D'autre part, le Conseil des Gouverneurs de l'Association, à sa cinquatrième réunion ordinaire, a consacré à la nécessité d'une étude sur la possibilité d'adopter une unité de compte monétaire uniforme pour les opérations de compensation et le règlement des balances nettes dans le cadre des institutions sous-régionales de compensation et de paiements. En conséquence, le FMI a été pressenti au sujet de la possibilité d'établir l'étude nécessaire. Cette institution réagit favorablement à cette démarche.

69. De même, des travaux préparatoires seront lancés en octobre 1979 au sujet de la possibilité de créer un système de compensation et de paiements dans le cadre d'une institution commerciale appropriée en Afrique du Nord. D'autre part, les activités se poursuivront à propos du soutien et du renforcement de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO), pour qu'elle puisse répondre aux besoins de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEEAO). Cette institution a pour membres actuellement treize banques centrales nationales. Le nombre des membres doit être porté à seize c'est-à-dire toutes les banques centrales des pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest telle que définie par la CEA. En outre, un appui sera accordé au Centre africain d'études monétaires qui a ouvert ses portes en janvier 1978. Outre qu'il pourvoit au secrétariat technique de l'Association des banques centrales africaines, le Centre se consacre à des recherches, à des publications et à des activités de formation professionnelle dans les domaines des affaires monétaires, bancaires et financières, en tenant compte de l'évolution des affaires monétaires et financières internationales.

70. Enfin, avec la collaboration de l'Association, la CEA envisage actuellement de poursuivre ses efforts tendant à la création d'associations sous-régionales de banques commerciales, sur le modèle plus ou moins de celle qui existe en Afrique de l'Ouest. La commission envisage également de regrouper ou définitive des institutions sous-régionales de banques commerciales en une association panafricaine des banques commerciales. Une activité apparentée est la création d'entreprises d'assurances et de réassurances à l'échelon des pays, dans les cas où il n'en existe pas encore, et sur le plan des sous-régions, pour des opérations d'assurance et de réassurance de grand envergure. Sur le plan panafricain, la Société africaine de réassurances existe déjà et fonctionne normalement.

71. Dans le domaine du financement du crédit à l'exportation et de l'assurance du financement du crédit à l'exportation, le secrétariat pourra probablement obtenir les services d'experts nécessaires très prochainement. Les travaux commenceront donc immédiatement en vue de la mise en place des institutions appropriées à l'échelon des pays et sur une base multinationale. La création de ces institutions contribuera à la stimulation des échanges commerciaux intra-africains à tous les niveaux. En ce qui concerne la production, on se propose de créer des banques de développement au niveau sous-régional, là où il n'y en a pas encore. L'intention est d'obtenir que ces banques entretiennent des relations avec les institutions commerciales africaines, actuelles ou futures, en vue du financement des projets de développement, particulièrement ceux qui présentent un caractère multinational ou ceux qui pourraient être propices à l'expansion de la production de biens orientés vers l'exportation et permettant le commerce avec les institutions commerciales sous-régionales.

## ii) Les accords actuels

### 1. Accords de compensation

72. Il y a actuellement sept accords de compensation en vigueur entre les pays en développement :

- a) L'Union asiatique de compensation dont les membres sont le Bangladesh, la Birmanie, l'Inde, l'Iran, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka;
- b) Le système multilatéral de compensation de la Communauté caraïbe, avec les Barbades, Belize, l'Administration monétaire de l'Est des Caraïbes, le Guyane, la Jamaïque, Trinidad et Tobago;
- c) La Chambre de compensation de l'Amérique centrale, avec Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua;
- d) Les accords monétaires de la Communauté des Grands Lacs, qui comprend le Burundi, le Rwanda et le Zaïre;
- e) Le système de paiements de l'Association latino-américaine de libre échange, avec l'Argentine, le Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Chili, la République dominicaine, l'Equateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela;
- f) L'Union de compensation asiatique, avec l'Iran, le Pakistan et la Turquie;
- g) La Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest, avec le Bénin, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Togo et la Haute Volta.

73. Le principal objectif de ces institutions est de faciliter l'expansion des échanges commerciaux de même que les autres transactions courantes entre les parties.

2. Les accords monétaires

74. Il y a au moins cinq groupements monétaires multilatéraux entre pays en développement :

- i) le Fonds monétaire arabe, dont les membres sont l'Algérie, Bahrein, l'Egypte, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, le Maroc, Oman, la République démocratique populaire du Yémen, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Somalie, le Soudan, la République arabe syrienne, la Tunisie, les Emirats arabes unis et la République arabe yéménite;
- ii) le Fonds de réserve des Andes, avec la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Vénézuéla;
- iii) l'Accord asiatique de crédit mutuel (ASEAN), avec l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et le Thailand;
- iv) le Fonds de stabilisation monétaire d'Amérique centrale, avec Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua;
- v) l'Accord d'assistance financière de l'Association latino-américaine de libre échange auquel participent l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, la Colombie, le Chili, la République dominicaine, l'Equateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et la Vénézuéla.



### 3. Les unions monétaires

Les seuls arrangements de cette catégorie sont :

- i) L'Union monétaire de l'Afrique du Centre, avec l'Empire centrafricain, le Congo, le Gabon, la République-Unie du Cameroun.
- ii) L'Union monétaire de l'Afrique de l'Ouest, avec le Bénin, la Côte-d'Ivoire, le Niger, le Sénégal, le Togo et la Haute Volta.

On s'est efforcé de restaurer l'Union monétaire de l'ancienne Communauté de l'Afrique orientale, mais la tentative a été abandonnée; toutefois, on a annoncé quelques progrès vers l'objectif consistant à créer une union de compensation et de paiements en Afrique du Centre, avec la signature d'un accord par les Etats intéressés. Toutefois, on prévoit qu'un non nombre de pays en développement joueront un rôle actif à l'avenir vers l'instauration d'une coopération économique entre eux et avec d'autres nations en développement.

### 4. Autres formes d'arrangements financiers

La coopération monétaire et financière entre pays en développement peut se présenter parfois sous des formes indirectes; par exemple :

- i) les excédents de la balance des paiements des pays exportateurs de pétrole sont distribués par l'intermédiaire d'institutions multilatérales comme le P.I. (le service du pétrole et le compte de subvention correspondant) et la Banque mondiale;
- ii) les pays de l'CPEP, à de multiples reprises, ont créé des institutions multilatérales pour l'octroi de fonds d'investissement à des conditions de faveur et pour l'offre d'une assistance technique. Les plus importantes parmi des institutions sont le Fonds arabe de développement économique et social, la Banque arabe de développement économique en Afrique et la Société arabe d'investissement. D'autre part, les pays exportateurs de pétrole peuvent apporter des contributions à des institutions régionales telles que la Banque africaine de développement.
- iii) Sur le plan régional, on a vu apparaître récemment l'Association des institutions africaines de financement du développement.

### C. Les arrangements envisagés ou en cours d'organisation

79. L'autonomie collective entre les pays en développement ou dans les limites des régions peut être facilitée dans une certaine mesure s'il existe entre eux des accords financiers et monétaires tendant à l'expansion du commerce entre les membres et à favoriser l'exécution de projets de développement particuliers.

**D. L'utilité de la coopération monétaire et financière entre pays en développement au service du développement en Afrique**

80. L'importance des accords monétaires et financiers pour les pays en développement apparaît en partie dans les chiffres présentés dans les tableaux 4, 5, 6, 7 et 8.

81. A titre d'illustration, dans l'hypothèse de la création effective de l'Union de paiements des pays en développement et du règlement de toutes les transactions entre pays membres avec la monnaie d'un pays en développement, il est probable que l'Afrique aurait pu économiser 1 milliard 960 millions de dollars EU en 1975 d'après les chiffres du tableau 6 et que les devises étrangères ainsi économisées auraient pu être utilisées pour l'importation de biens, et plus particulièrement des matériels productifs nécessaires au développement économique et social.

82. Le tableau 8 (colonne Afrique-ouest de l'Asie) montre que s'il avait été possible pour l'Afrique de payer ses importations de pétrole avec la monnaie d'un pays en développement, elle aurait pu économiser 1 milliard 391 millions de dollars EU et consacrer cette économie à des projets de développement. A vrai dire, la situation des pays africains les moins développés et des pays africains sans littoral aurait pu être beaucoup moins dure grâce à des arrangements de paiements de cette sorte, complétés par des accords de crédit pour le financement de leur balance des paiements.

83. Le commerce entre l'Afrique et le Moyen-Orient se limite surtout aux exportations de pétrole du Moyen-Orient vers l'Afrique. C'est ce qui ressort d'une comparaison du tableau 7 et du tableau 8. En revanche, il y a lieu de signaler que les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole se sont lancés dans des programmes d'industrialisation de grande envergure. Il serait peut-être intéressant d'essayer de savoir s'il serait possible d'organiser des arrangements en vertu desquels les pays africains pourraient payer leurs importations de pétrole par l'exportation de leurs matières premières industrielles vers le Moyen-Orient. Il n'est guère vraisemblable, cependant, que les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient puissent accepter de sacrifier complètement leurs recettes d'exportation en monnaies convertibles. Il serait possible, peut-être, d'envisager un système en vertu duquel les paiements seraient réalisés en partie avec des matières premières industrielles et en partie en monnaies convertibles, à raison par exemple de 20 p. 100 en matières premières et 80 p. 100 en une monnaie de pays en développement. Si l'on revient au tableau 8, on constate que pour la seule année 1975, cet arrangement aurait permis à l'Afrique d'économiser 272,2 millions de dollars EU ( $1\,391 \times \frac{20}{100}$ ).

84. Sur le plan intra-africain, la coopération monétaire et financière pourrait offrir de nombreux avantages réels. Les tableaux 4 et 5 offrent une meilleure illustration de ce détail particulier. Les échanges intra-africains sont plus importants que le commerce entre l'Afrique et les autres régions en développement, avec ou sans le pétrole. Il y a une exception toutefois, à savoir le commerce de l'Afrique avec l'Amérique latine en développement qui, en 1975, a correspondu à 1 milliard 590 millions de dollars EU, contre 1,5 milliard de dollars EU pour les échanges intra-africains de la même année.

## CONCLUSIONS

85. Après deux décennies d'application de la stratégie internationale du développement, les pays en développement n'ont pas réussi à atteindre l'objectif fixé de 6 p. 100 pour le taux de croissance de leur produit intérieur brut réel. Les efforts déployés par les pays africains à cet effet n'ont pas été épaulés par l'appui nécessaire et complémentaire que les pays développés auraient pu offrir. Les ressources transférées aux pays africains sont restées bien en-deçà des besoins, étant donné que le rapport de l'aide officielle au développement sur le PIB (0,7 p. 100) a diminué même dans le cas des pays du CAD (à l'exception de trois d'entre eux). La proportion du capital privé dans le total des transferts a augmenté, ce qui a eu d'ailleurs pour effet un alourdissement du fardeau de la dette des pays africains. De même, les ressources distribuées par l'intermédiaire des institutions multilatérales ont été insuffisantes. Enfin, les pays à économie planifiée s'abstiennent, pour certaines raisons, de contribuer à la mobilisation des ressources destinées à l'aide au développement dans les pays en développement.

86. Pour toutes ces raisons, il importe que les pays africains s'efforcent de compter de moins en moins sur l'aide extérieure et définissent des politiques et des stratégies conçues spécifiquement pour favoriser l'autonomie collective, grâce à des mesures telles que le renforcement de la coopération sous-régionales et régionale et la stimulation du développement intrinsèquement autonome, etc.

87. Comme il existe à l'heure actuelle des éléments du système monétaire international qui continuent de donner lieu à des problèmes certains du point de vue de la stabilité de l'économie mondiale en général et de celle des économies des pays en développement africains et autres, de nouveaux efforts de réforme doivent être lancés dès que possible en vue de la réalisation d'un système monétaire international plus rationnel et plus stable.

88. Il importe que les services offerts par le FMI pour le financement de la balance des paiements soient élargis encore davantage de manière à répondre aux besoins sans cesse croissants des pays en développement africains et autres. Cet élargissement est d'autant plus nécessaire à l'heure actuelle que ces pays souffrent considérablement des fluctuations brutales des cours des produits de base sur les marchés internationaux, de la dégradation des termes de l'échange de la hausse des prix du pétrole et, ipso facto, de la dégradation de la balance des paiements.

89. La clause conditionnelle liée aux services du Fonds doit être assouplie et, dans certains cas, éliminée purement et simplement, étant donné que son application arbitraire aux emprunts sollicités par les pays en développement membres du FMI aboutit à des effets nuisibles sur les efforts du développement économique, étant donné aussi qu'elle fait obstacle au processus d'ajustement, au lieu d'y contribuer.

90. Le FMI doit exercer rigoureusement et strictement une surveillance sur le système monétaire international, en ce qui concerne plus particulièrement les pays en développement. Cette surveillance est d'autant plus nécessaire dans une situation caractérisée par des mouvements brusques des taux de change, le flottement des monnaies, l'inflation et, en général, des conditions monétaires anarchiques dans le monde. A cet effet, il appartient au Fonds de définir et de mettre au point une stratégie concertée de la croissance à l'intention des pays industrialisés, l'objectif étant la réduction de l'ampleur des excédents et des déficits de la balance des paiements.

91. Le DTS doivent être développés au point de devenir le principal instrument de réserve du système monétaire international, selon ce que les pays en développement ont réclamé à de multiples reprises. A cet effet, il faut augmenter encore davantage le taux d'intérêt des DTS, de sorte que cette mesure puisse contribuer à en faire un avoir de réserve plus séduisant et plus solide sur le terrain de la concurrence et que leur utilisation puisse être élargie. En outre, il conviendra que de nouvelles attributions de DTS, soit faites, en quantités suffisantes, aux fins de développement, étant donné que cette mesure n'aura nullement pour effet d'accroître à la longue les poussées inflationnistes, contrairement à ce que prétendent certains membres du Fonds, et qu'elle aboutira à une distribution des réserves plus appropriée et plus équitable.

92. Par l'exercice de sa fonction de surveillance, le FMI devra contribuer à l'instauration d'un système d'ajustement plus rationnel, en vertu duquel les excédents pourraient être acheminés vers les pays déficitaires. En conséquence, il conviendra de définir et d'établir un système stable de taux de change, ce qui favorisera une croissance économique harmonieuse servie par une stabilité des prix raisonnables. La majorité des pays en développement et les pays africains en particulier en ont tout spécialement besoin en raison de la tendance actuelle des pays développés au protectionnisme, des effets désastreux de la sécheresse, de la baisse des cours des produits primaires, de la dégradation des termes de l'échange et, ipso facto, de l'amenuisement encore plus poussé des réserves de devises étrangères. Enfin, des efforts doivent être déployés dans le sens d'un réaligement des politiques des taux de change, celles des pays développés plus particulièrement, de telle sorte qu'elles soient conformes aux exigences de la stabilité sur les marchés mondiaux des devises. En outre, des efforts plus vigoureux doivent être déployés également dans le sens d'une amélioration de l'accès des pays en développement africains et autres aux marchés de l'argent des pays industrialisés, compte tenu du fait que cet accès amélioré facilitera le processus d'ajustement encore davantage.

93. Plusieurs autres systèmes de coopération monétaire et financière pourraient apparaître avec le temps à l'échelon sous-régional, sur le plan régional ou sur une base interrégionale, selon les circonstances. Il serait donc possible que l'attention soit dirigée vers la possibilité de réaliser :

- i) Une union de paiements des pays en développement qui pourrait tendre à faciliter et à accroître les échanges commerciaux entre pays en développement;
- ii) Des banques de développement sous-régionales et régionales qui pourraient tendre à favoriser l'attribution du financement nécessaire aux activités préalables à l'investissement relevant de la coopération dans les secteurs productifs, ainsi qu'à réserver des fonds non remboursables pour ces mêmes activités;

iii) Des institutions financières qui pourraient :

- a) participer au financement du capital social d'entreprises productives;
- b) prendre l'initiative de contribuer à la création d'institutions technologiques régionales et d'institutions spécialisées dans la préparation et l'exécution des projets.

94. Les institutions 2 et 3 ci-dessus pourraient être ultérieurement regroupées sur le plan régional avec d'autres institutions analogues sur une base interrégionale.

Tableau 1 : Réserves de devises étrangères internationales  
(en millions de dollars E.J)

Pays	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Algérie	493	1 143	1 689	1 353	1 987	1 917	2 233
2. Bénin	28,4	33,1	34,7	15,0	19,2	20,6	15,9
3. Burundi	18,51	21,73	14,53	30,59	49,08	94,78	81,73
4. Cameroun	43,64	51,15	78,53	28,83	43,80	43,03	52,97
5. Empire Centrafricain	1,71	1,78	1,74	3,82	18,83	25,59	24,51
6. Tchad	10,08	1,47	15,27	3,06	23,28	19,03	12,18
7. Congo	10,33	7,86	24,09	13,82	12,16	13,77	9,82
8. Egypte	139	363	356	294	339	534	605
9. Ethiopie	92,6	176,9	275,4	287,9	305,9	225,2	165,9
10. Gabon	23,23	47,86	103,30	146,07	116,15	10,17	23,01
11. Gambie	11,39	16,24	28,04	28,55	20,63	24,39	26,07
12. Ghana	107,4	189,0	93,8	149,9	104,2	162,3	286,9
13. Côte-d'Ivoire	87,2	88,4	65,7	102,8	76,5	185,7	449,5
14. Kenya	202,0	233,0	193,3	173,4	275,5	523,3	355,9
15. Libéria	...	...	13,63	13,92	17,17	27,34	18,02
16. Libye	2 925	2 127	3 616	2 195	3 206	4 891	4 216
17. Madagascar	52,2	67,9	49,4	35,6	42,2	68,9	59,2
18. Malawi	36,23	66,64	81,79	61,46	26,22	88,03	78,10
19. Mali	3,8	4,2	6,1	4,2	6,9	6,2	9,5
20. Mauritanie	13,5	42,2	103,8	47,7	82,0	50,3	79,9
21. Maurice	70,1	66,8	131,1	166,0	89,5	66,7	47,3
22. Maroc	257	266	417	377	491	532	649
23. Niger	41,4	50,15	45,5	50,3	82,5	101,4	128,7
24. Nigéria	376	583	5 626	5 609	5 203	4 259	1 917
25. Rwanda	6,37	15,18	12,96	25,59	64,28	82,87	87,6
26. Sénégal	38,5	12,0	6,3	31,1	25,3	34,3	19,8
27. Sierra Leone	46,5	51,8	54,6	28,4	25,2	33,4	34,8
28. Somalie	31,4	35,1	42,4	68,5	85,0	120,5	126,8

Tableau 1 (Suite)

Pays	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
29. Soudan	35,6	61,3	124,3	36,4	23,6	23,2	28,4
30. Tanzanie	119,6	144,6	50,2	65,4	112,3	281,8	...
31. Togo	36,5	37,9	54,4	41,2	66,6	46,4	70,4
32. Tunisie	222,7	307,2	418,3	385,2	371,0	357,5	450,3
33. Haute-Volta	47,5	62,6	83,6	76,5	71,5	56,5	36,6
34. Zaïre	178,4	234,6	140,2	58,56	60,85	144,92	139,79
35. Zambie	166,0	193,9	171,6	148,9	99,6	73,5	56,2
TOTAL	5 952,79	6 742,61	14 222,58	12 156,67	13 642,95	15 144,62	12 595,80
Variation annuelle		789,82	8 269,79	-2 065,91	1 486,28	1 501,67	-2 548,82

Source : FMI, Statistiques financières internationales, Volume XXXII, No 5, mai 1979.

Tableau 2 : Encours de la dette et paiements du service de la dette des pays en développement en 1970 et durant la période 1973-1976  
(en milliards de dollars des EU)

	1970	1973	1974	1975	1976
<u>Afrique</u>					
Encours de la dette (y compris les engagements non réalisés)	13,28	24,45	31,31	41,08	49,15
Encours de la dette (engagements réalisés uniquement)	9,02	15,69	18,88	24,44	30,02
Total du service de la dette	0,89	2,19	2,43	2,56	3,03
Coefficient (en pourcentage)	9,9	14,0	12,9	10,5	10,0
<u>Dette privée</u>					
Encours de la dette (engagements réalisés)	2,39	5,71	7,06	9,24	12,08
Total du service de la dette	0,41	0,98	1,51	1,4	1,83
Coefficient (en pourcentage)	17,2	17,2	21,4	15,2	15,1
<u>Pays les plus gravement touchés<sup>a/</sup></u>					
Encours de la dette (engagements réalisés)	17,36	24,50	28,60	33,86	39,22
Total du service de la dette	1,34	2,01	2,13	2,52	2,79
<u>Pays les moins avancés<sup>b/</sup></u>					
Encours de la dette	2,57	4,42	6,14	7,53	9,02
Total du service de la dette	0,15	0,24	0,28	0,36	0,41
Coefficient (en pourcentage)	5,8	5,4	4,6	4,8	4,5

Source : Secrétariat de la CNUCED (sur la base de données fournies par la Banque mondiale).

a/ Pays les plus gravement touchés par les changements intervenus dans l'économie mondiale au cours de la présente Décennie.

b/ Sur les 25 pays entrant dans cette catégorie 19 sont africains.

Le total de l'encours de la dette pour l'ensemble des pays africains est passé de 9 milliards en 1970 à 30 milliards de dollars des EU en 1976, soit une croissance annuelle moyenne de 22 p. 100. Pour les vingt-cinq pays les moins avancés du monde, il est passé de 2,6 milliards à 9 milliards de dollars des EU, soit une croissance de 23 p. 100 par an.



Tableau 3 : Prix sur le marché mondial des principaux produits d'exportation  
africains par rapport aux prix des biens manufacturés exportés  
par les pays développés (référence 1974 = 100)

	1974	1975	1976	1977	1978
<hr/>					
A. Indices des prix des principaux produits d'exportation africain					
1. Coton	100	80	113	110	124
2. Sisal	100	64	47	52	50
3. Pétrole	100	110	118	127	130
4. Minerais non ferreux	100	109	116	110	92a/
5. Métaux non ferreux	100	78	86	92	104a/
6. Minerai de fer	100	103	102	104	103
7. Phosphate naturel	100	129	93	75	67
8. Café	100	106	210	377	239
9. Thé	100	99	110	193	156
10. Cacao	100	80	131	243	218
11. Sucre	100	68	39	27	26
12. Graines oléagineuses, huiles et graisses	100	73	70	84	92a/
13. Tourteaux et farines de graines oléagineux	100	89	106	127	115a/
14. Cuirs et peaux	100	81	121	133	153
15. Bois d'oeuvre	100	85	103	113	127
<hr/>					
B. Indices des prix des biens manufacturés exportés par les pays développés	100	112	113	123	138
C. Indices des prix mondiaux des principaux produits exportés par les pays en développement (tous les pays)	100	79	85	107	99

a/ Cours du milieu de l'année.

Note : L'indice des produits primaires a été établi principalement d'après les cours aux bourses des produits représentatifs, alors que celui des biens manufacturés se fonde sur les valeurs unitaires à l'exportation.

Sources : CNUCED - Bulletin mensuel des prix des produits de base - 1960 - 1978.

GATT : Commerce international 1977/78

FMI : Statistiques financières internationales; avril 1979.

Tableau 4 : Matrice commerciale des courants circulant dans les pays en développement par régions, 1955-1975 (Millions de \$EU)

A destination de En provenance de	Amérique en développement	Afrique	Asie-Ouest	Asie-Sud et Sud-Est	Total
<u>Amérique en développement</u>					
1955	1 820	105	29	44	1 998
1960	1 680	105	28	46	1 859
1965	2 150	130	55	86	2 421
1970	3 120	125	37	160	3 442
1975	9 580	1 260	840	350	12 030
<u>Afrique</u>					
1955	18	310	60	150	538
1960	44	350	100	190	684
1965	41	600	120	160	921
1970	235	650	115	240	1 240
1975	1 590	1 500	390	410	3 890
<u>Asie-Ouest</u>					
1955	55	125	345	220	745
1960	61	230	355	285	931
1965	165	235	550	400	1 350
1970	200	350	770	640	1 960
1975	4 360	1 710	3 820	8 130	18 020
<u>Asie-Sud et Sud-Est</u>					
1955	220	195	150	1 950	2 515
1960	165	195	165	2 100	2 625
1965	180	310	230	2 280	3 000
1970	175	485	365	3 180	4 205
1975	1 080	1 380	2 360	9 160	13 980
<u>Total</u>					
1955	2 113	735	584	2 364	5 796
1960	1 950	880	648	2 621	6 099
1965	2 536	1 275	955	2 926	7 692
1970	3 730	1 610	1 287	4 220	10 847
1975	16 610	5 850	7 410	18 050	47 920

Source : CNUCED, TD/B/C.7/21.

Tableau 5 : Matrice commerciale des courants autres que combustible, circulant dans les pays en développement par régions, 1955-1975 (Millions de \$EU)

A destination de En provenance de	Amérique en développement	Afrique	Asie-Ouest	Asie-Sud et Sud-Est	Total
<u>Amérique en développement</u>					
1955	640	33	22	34	729
1960	530	37	24	40	631
1965	1 030	80	52	66	1 220
1970	1 680	98	37	144	1 959
1975	4 900	700	590	275	6 464
<u>Afrique</u>					
1955	18	305	60	149	532
1960	40	340	100	190	670
1965	28	517	120	158	823
1970	35	554	107	239	935
1975	150	1 045	371	323	1 889
<u>Asie-Ouest</u>					
1955	3	25	110	20	150
1960	5	45	125	25	200
1965	15	45	215	40	315
1970	5	75	355	30	465
1975	80	300	1 500	260	2 140
<u>Asie-Sud et Sud-Ouest</u>					
1955	213	191	148	1 660	2 212
1960	164	194	161	1 810	2 329
1965	172	308	228	1 985	2 693
1970	170	474	363	2 745	3 752
1975	440	1 314	2 240	7 570	11 564
<u>Total</u>					
1955	874	554	340	1 863	3 631
1960	739	616	410	2 065	3 830
1965	1 245	950	615	2 249	4 059
1970	1 890	1 201	862	3 158	7 111
1975	5 570	3 359	4 701	8 428	28 888

Source : CNUCED, TD/E/C.7/21.

Tableau 6 : Matrice commerciale du total des courants interrégionaux,  
1955-1975 (Millions de \$EU)

A destination de En provenance de		Amérique en développement	Afrique	Asie-Ouest	Asie-Sud et Sud-Est	Total
<u>Amérique en développement</u>						
1955			+ 87	- 26	- 176	- 115
1960			+ 61	- 33	- 119	- 91
1965			+ 89	- 110	- 94	- 115
1970			- 110	- 163	- 15	- 288
1975			- 330	- 3 520	- 730	- 4 580
<u>Afrique</u>						
1955		- 87		- 65	- 45	- 197
1960		- 61		- 130	- 5	- 196
1965		- 89		- 115	- 150	- 354
1970		- 110		- 255	- 245	- 370
1975		+ 330		- 1 320	- 970	- 1 960
<u>Asie-Ouest</u>						
1955		+ 26	+ 65		+ 70	+ 161
1960		+ 33	+ 130		+ 120	+ 288
1965		+ 110	+ 115		+ 170	+ 395
1970		+ 163	+ 235		+ 275	+ 673
1975		+ 3 520	+ 1 320		+ 5 770	+ 10 610
<u>Asie-Sud et Sud-Ouest</u>						
1955		+ 176	+ 45	- 70		+ 151
1960		+ 119	++ 5	- 120		+ 4
1965		+ 94	+ 150	- 170		+ 74
1970		+ 15	+ 245	- 275		- 15
1975		+ 730	+ 970	- 5 770		- 4 070

Source : CNUCED, TD/B/C.7/21.

Tableau 7 : Matrice commerciale du total des courants interregionaux  
autres que combustibles 1955-1975 (Millions de \$EU)

A destination de En provenance de	Amérique en développement	Afrique	Asie-Ouest	Asie-Sud et Sud-Est	Total
<u>Amérique en développement</u>					
1955		+ 15	+ 19	- 179	- 145
1960		- 3	+ 19	- 124	- 108
1965		+ 52	+ 37	- 106	- 17
1970		+ 63	+ 32	- 26	+ 69
1975		+ 550	+ 410	- 165	+ 895
<u>Afrique</u>					
1955	- 15		+ 35	- 42	- 22
1960	+ 3		+ 35	- 4	+ 54
1965	- 52		+ 75	- 150	- 127
1970	- 63		+ 32	- 235	- 266
1975	- 550		+ 71	- 991	- 1 470
<u>Asie-Ouest</u>					
1955	- 19	- 35		- 128	- 182
1960	- 19	- 55		- 136	- 210
1965	- 37	- 75		- 188	- 300
1970	- 32	- 32		- 333	- 397
1975	- 510	- 71		- 1 980	- 2 561
<u>Asie-Sud et Sud-Ouest</u>					
1955	+ 179	+ 42	+ 128		+ 349
1960	+ 124	+ 4	+ 136		+ 264
1965	+ 106	+ 150	+ 188		+ 444
1970	+ 26	+ 235	+ 333		+ 594
1975	+ 165	+ 991	+ 1 980		+ 3 136
<u>Total</u>					
1955	+ 145	+ 22	+ 182	- 349	
1960	+ 108	- 54	+ 210	- 264	
1965	+ 17	+ 127	+ 300	- 444	
1970	- 69	+ 266	+ 397	- 594	
1975	+ 895	+ 1 470	+ 2 561	- 3 136	

Source : CNUCED, TD/B/C.7/21.

Tableau 8 : Matrice commerciale des courants de combustibles interrégionaux,  
1955-1975 (Millions de \$EU)

A destination de En provenance de					
	Amérique en développement	Afrique	Asie-Ouest	Asie-Sud et Sud-Est	Total
<u>Amérique en développement</u>					
1955		72	- 45	3	30
1960		64	- 52	5	17
1965		37	- 147	12	- 98
1970		- 173	- 195	11	- 357
1975		- 880	- 4 030	- 565	-13 395
<u>Afrique</u>					
1955	- 72		- 100	- 3	- 175
1960	- 58		- 185	- 1	- 250
1965	- 37		- 190	0	- 227
1970	- 47		- 267	- 10	- 104
1975	880		- 1 391	- 21	- 490
<u>Asie-Ouest</u>					
1955	45	100		198	342
1960	52	185		256	493
1965	147	190		358	595
1970	195	267		608	1 070
1975	4 030	1 391		7 750	13 171
<u>Asie-Sud et Sud-Ouest</u>					
1955	- 3	3	- 198		- 198
1960	- 5	1	- 256		- 260
1965	- 12	0	- 358		- 370
1970	- 9	10	- 608		- 609
1975	565	- 21	- 7 750		- 7 205
<u>Total</u>					
1955	- 30	175	- 342	198	
1960	- 17	250	- 493	260	
1965	98	227	- 595	370	
1970	357	104	- 1 070	602	
1975	13 395	490	-13 171	7 205	

Source : CNUCED, TD/B/C.7/21.